

FINANCEMENT INTERNE

En 2018, l'EIS a fait face à une crise de ressources financières attribuée à l'inefficacité et au manque de viabilité de sa stratégie de s'emparer des centres de ravitaillement comme les ports. Par conséquent, dans une logique de diversification de ses sources de financements, il a été contraint d'opter pour d'autres formes de criminalité, d'autant plus que le soutien financier et matériel de l'État islamique au Yémen continuait d'être limité ^[89].

EXTORSION & TAXATION ILLÉGALE

Les **extorsions d'entreprises** permettent au groupe **d'obtenir des revenus réguliers**. A l'instar d'Al-Shabaab, il a tenté de prélever des taxes aux entreprises de télécommunication, notamment Amtel et Golis Telecom, en instaurant **un climat de peur face à la réticence des entreprises**. Ainsi, plusieurs agents d'Amtel ont été assassinés entre août et novembre 2018, de même que le directeur adjoint de Golis Telecom, tué à Bosaso en août 2018 et le propriétaire de Saabir General Trading Company en novembre 2022 ^[90].

En 2018, les revenus du groupe liés à l'extorsion sont estimés à **72 000 USD par mois**. L'argent extorqué aux entreprises est transféré via deux entreprises à Dhasaan, une localité contrôlée par l'EIS ^[91].



CONTREBANDE

Grâce à sa présence dans la région du Puntland, située entre la Corne de l'Afrique et la Péninsule arabique, l'EIS tire une partie de ses revenus en s'impliquant dans **divers trafics (armes, êtres humains, piraterie)**. Le groupe s'impliquerait également dans **l'exportation de petites quantités d'or extraites dans la région de Bari** ^[92].



FINANCEMENT EXTERNE

HUB RÉGIONAL

En 2023, les revenus de l'EIS sont estimés à **100 000 USD par mois** parmi lesquels **25 000 USD seraient envoyés à l'État islamique au Khorossan (EIK) par cryptomonnaies** ^{[93],[94]}, illustrant le **rôle de hub régional et mondial financier de l'EIS pour l'État islamique**. Le groupe, via son bureau Al-Karrar, est chargé de coordonner la stratégie des provinces de l'Afrique centrale et de l'est de l'État islamique (ISCAP/ISIM). A ce titre, il s'assure d'une partie des **transferts de fonds vers les provinces et les groupes alliés**. Dans une **logique de discrétion**, le groupe a recours au **système du hawala** en ce qui concerne les transferts de fonds transnationaux.



Afghanistan



Mozambique



Rép. Dem. du Congo

YÉMEN



IRAN



Dès 2016, les liens entre l'EIS et le Yémen sont mentionnés. Ils auraient été facilités par Khalil Dheere, ancien shebabs, qui a rejoint le Yémen en 2013. Il aurait été **chargé de faire LE lien entre Mumin et l'EI au Levant**. Fin 2017, le soutien matériel et à la formation de l'État islamique au Yémen est confirmé, bien qu'il faille noter que celui-ci est limité ^[95]. Depuis 2021, **les relations entre l'EIS et les Houthis, caractérisées par une logique opportuniste plutôt que idéologique, se renforcent**, notamment en termes de transfert de compétences dans le domaine des drones avec des formations techniques et un soutien logistique. **Les interactions sont favorisées par des brokers spécialisés qui naviguent entre réseaux yéménites et somaliens**. Ils assurent **l'acheminement d'armes, la falsification de documents pour les boutres et la gestion des commissions**.

Parmi les figures centrales de cette coordination : Abu Mohammed al-Murtadha et Abu Ibrahim al-Hadi, responsables du déploiement en Afrique et de la négociation avec la Quds Force. La présence physique d'Ansar Allah sur le terrain somalien s'affirme, avec son implication dans **les circuits de traite humaine, du carburant et de la logistique côtière somalienne, véritables veines de l'économie informelle**. Le port de Bosaso mais aussi ceux de Hobyo, Baraawe, Merca, Berbera regorgent d'**indices d'activité croisée** ^[96]. Entre janvier et mars 2024, afin de renforcer l'infrastructure financière du groupe, Mumin se serait rendu au Yémen ^[97] pour **développer son réseau et acquérir de nouvelles armes y compris des drones de reconnaissance qui pourraient servir dans des attentats suicides** ^[98].

En 2017, l'ONU met en exergue de **potentielles relations entre l'EIS et plusieurs groupes en Libye, dont celui de Magafe** ^[99]. Outre l'aspect financier, **le groupe se fournit en armes via le Yémen**, tandis que plusieurs instructeurs et formateurs seraient arrivés de Libye ^[100].

LIBYE



REVENUS EN 2023

\$100 000/ mois

REVENUS EN 2024

\$360 000/ mois